

Chef de la Mission d'observation de l'Union européenne

Philippe Morillon : « Je suis raisonnablement optimiste pour le second tour de la présidentielle »

Philippe Morillon est le chef de la Mission d'observation de l'Union européenne pour les élections en République démocratique du Congo. Il a été présent lors du premier tour des élections présidentielle et législatives. Il sera là lors des élections du 29 octobre. Il tire dans cette interview les premières leçons de sa mission d'observation. Bien sûr qu'il demeure raisonnablement optimiste, fait dû peut-être à sa carrière de militaire professionnel. Car, il est général à la retraite de l'Armée française. Il a été responsable de la mission de paix de l'Onu en Bosnie, ex-Yougoslavie. C'est dire qu'il a une idée des « situations difficiles ».

PROPOS RECUEILLIS
PAR FREDDY MULUMBA

d'autres coins de la planète.

Cela fait plus d'un an que vous séjournez régulièrement au Congo. Quels ont été les temps forts de vos rencontres avec la population congolaise ?

Je crois que je peux vous le dire (rires)... ma femme croit que j'ai une maîtresse ici parce que, depuis un an, je suis plus souvent au Congo que chez moi à Saumur, en France. Et c'est vrai que je suis tombé amoureux de la République démocratique du Congo, de ses habitants et de leur soif de paix. Je pense que les Congolais sont en train de donner une leçon de civisme à leurs dirigeants. Dans la déclaration commune écrite, le 1^{er} août, avec nos amis de toutes les missions d'observation internationales, dont celle de l'Union africaine, nous avons exprimé notre admiration pour le civisme dont les Congolaises et les Congolais ont fait preuve. Après les entretiens que j'ai repris depuis mon retour en RDC, je suis aujourd'hui, à la veille de ce deuxième tour, raisonnablement optimiste.

Raisonnement optimiste, pourquoi ?

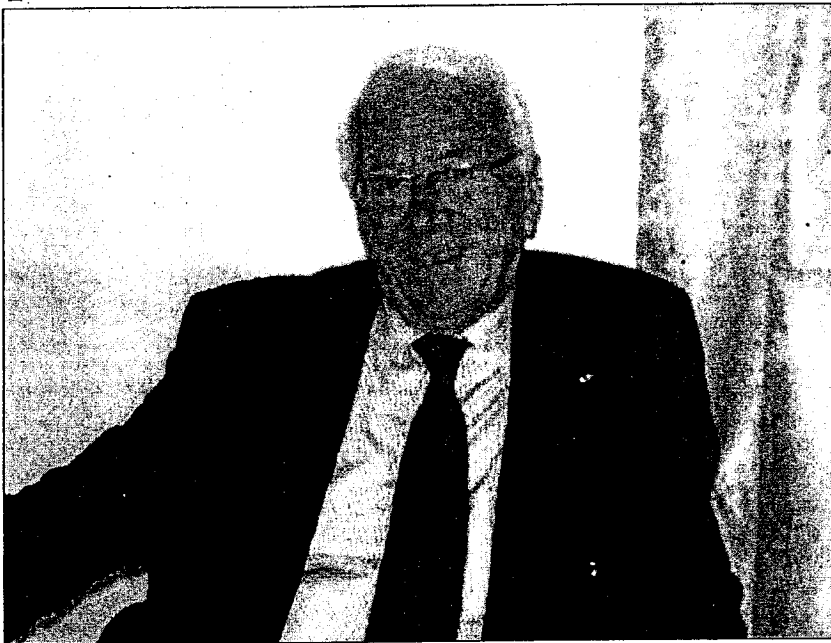
J'ai rencontré un certain nombre de responsables politiques, qui ont pris conscience de cet appel de la population, de son refus de suivre ceux qui, de part et d'autre, auraient probablement espéré les entraîner dans un nouveau cycle de troubles, de pillages et de massacres.

En tout cas, nous, Mission d'observation électorale de l'Union européenne, nous nous efforçons d'assurer que tout sera mis en œuvre pour que la volonté de la population ne soit pas trahie par des manœuvres frauduleuses puisque c'est ça le seul risque qui demeure aujourd'hui. Nous surveillons cela, en coopération très étroite avec la Commission électorale indépendante. C'est à sa demande que nous nous sommes là. L'essentiel de notre tâche c'est de s'assurer que les choses vont bien se passer. Et donc aussi de rassurer, face à une maladie de la peur que j'ai bien connue dans

Chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne, vous avez suivi le processus électoral, du référendum au premier tour des présidentielles et aux législatives. Quel regard portez-vous sur ce processus ?

Dans l'ensemble, ce qui s'est passé a dépassé nos espérances. En tout cas, cela a démenti le scepticisme qui régnait à l'époque, y compris à l'intérieur de la classe politique et qui, finalement traduisait une certaine forme de mépris pour la population congolaise, disant qu'elle ne serait pas capable de rentrer dans la démocratie. Ce postulat, nous avons eu à le combattre. Lors des opérations d'enrôlement, j'ai vu ces hommes et ces femmes qui avaient parfois fait deux jours de marche à travers la brousse pour venir s'enrôler. Et j'ai commencé à mesurer combien la population congolaise avait pris le processus électoral au sérieux. Il l'a montré à l'occasion de l'enrôlement, puis du référendum. Qui, en juin 2005, au début des opérations d'enrôlement, aurait prédit qu'il y aurait 25 millions d'électeurs inscrits ? C'est formidable ce qui est en train de se passer », m'a dit, à ce moment-là le représentant du secrétaire général des Nations unies en RDC. Moi aussi, j'ai rendu compte de la même chose au Parlement européen. Et mes collègues au parlement européen qui étaient présents ici au premier tour ont propagé ce message d'espérance. Plus de 60% des Congolais ont participé au référendum, plus de 70% au premier tour.

Lors des élections législatives, les observateurs et les témoins des partis politiques ont relevé des irrégularités. Plus de 300 recours ont d'ailleurs été déposés devant la Cour suprême de Justice. Quel est votre appréciation ? Bon nombre de ces irrégularités sont venues de la précipitation avec laquelle, en raison des difficultés, les élections ont été organisées et se sont déroulées. La liste définitive des bureaux de vote n'a pas été con-



Le général Morillon, chef de la Mission d'observation de l'Union européenne (Photo Le Potentiel)

due à l'avance. Beaucoup de vos concitoyens se sont rendus dans des endroits où ils pensaient pouvoir voter et on leur disait que ce n'était pas possible. Ou au contraire, ils ont été enregistrés sur des listes qui n'étaient pas très régulières... Tout cela, ce sont des éléments sur lesquels nous avons appelé l'attention de la CEI et nous avons beaucoup insisté pour qu'elle puisse corriger les choses pour le deuxième tour des présidentielles et pour les provinciales.

Quelle a été la réaction de la CEI ?

Le président de la CEI nous a assurés qu'il allait tenir compte de la majorité de nos observations. Je constate d'ailleurs que la liste des bureaux de vote est affichée désormais sur le site de la CEI. Après le référendum, la CEI avait déjà tenu compte de mesures que nous préconisions, dont, par exemple, l'instauration d'un chef de centre, responsable de plusieurs bureaux. Avec nos collègues des autres missions d'observation, nous avions été pleins d'admiration pour le travail effectué par ces chefs de centre, ce qui a permis une meilleure organisation des scrutins.

Mais l'amélioration vient aussi de la population elle-même : près de 200.000 demandes d'accréditation ont été introduites pour les observateurs nationaux ! S'ils sont accrédités, cela fera 4 observateurs par bureau. C'est ce qui a fait défaut au premier

tour. Nous avons insisté pour que les chefs de bureaux soient bien instruits du fait qu'ils avaient le devoir d'accepter les observateurs et témoins pendant la durée des opérations, même pendant le dépouillement. Certains témoins des partis politiques avaient été exclus pendant le premier tour. Pour quelle raison ? Ceci peut être la cause de troubles dans les esprits de gens, de suspicions... Et il ne faut pas seulement qu'ils soient présents, mais qu'après la compilation, ils puissent vérifier sur le net que les résultats qu'ils ont eux-mêmes constatés dans leurs propres bureaux, ils vont les retrouver dans la compilation. Les résultats publiés devront donner le détail par bureau de vote.

Le surplus de cinq millions de bulletins de vote a créé une polémique. Quelle est votre opinion sur cette question ? Cela a certes créé une polémique, mais j'ai tendance à penser qu'elle était plutôt artificielle. Ceux qui ont exploité cet événement ont en fait plutôt cherché à contester l'ensemble du processus électoral. Qu'il y ait des bulletins en excédent, cela se retrouve dans toutes les élections. Ce n'est pas grave si on sait traiter ces bulletins, si l'on sait effectivement les comptabiliser.

Les 20, 21 et 22 août, de graves incidents se sont déroulés à Kinshasa où, selon des sources officielles, on a dénombré la mort « d'au moins

23 personnes ». Ne craignez-vous pas qu'à l'approche du 29 octobre, il y ait d'autres incidents de ce genre ?

Nous ne sommes malheureusement pas à l'abri de l'action de quelques « fous furieux ». Mais le peuple ne suivra pas, le peuple ne l'acceptera pas. C'est une des raisons pour lesquelles je crois que ceux qui ont gagné, en août, ce sont les Congolais et les Congolaises qui sont restés calmes et ont fait preuve d'une sagesse exemplaire.

C'est une de mes raisons d'espérer. Et puis, rien ne va s'arrêter le 29 octobre. Après la mise en place de l'Assemblée nationale qui a eu lieu, il y aura la mise en place de la Chambre haute, celle du nouveau gouvernement. Il y aura un chef de gouvernement responsable aux yeux du peuple qui sera nommé dans la majorité de celui des deux candidats qui va triompher aux élections. Le président de la République est un homme important dans les nouvelles institutions, mais comme dans toute démocratie, il n'est plus tout puissant...

Que pensez-vous du comportement des médias ?

J'ai vu l'acte d'engagement des médias. Ce qu'il contient est très noble. Nous avons, pour notre part, renforcé notre monitoring des principaux médias congolais. Nous continuerons de dénoncer les dérives, s'il y en a. J'ai tendance à faire confiance à aux journalistes congolais.